981

REVUE CONJOINTE PORTEFEUILLE BANQUE MONDIALE ET GOUVERNEMENT DU SENEGAL

DAKAR LE 28 JUIN 2012
HOTEL KING FAHD

SOMMAIRE

- Contexte de la Revue du Portefeuille (CPPR) 2012
- Présentation du Portefeuille
- Performance globale du portefeuille
- Aspects Fiduciaires, Suivi – évaluation et gestion de la sauvegarde environnementale et sociale
- Discussions
- Approbation structure du comité de suivi et présentation du projet de plan d'action

COMPOSITION ET TAILLE DU PORTEFEUILLE

- Enveloppe IDA 15 (FY9-11): SDR 222 millions (US $ 335.22 millions équivalent) soit 167,61 milliards.FCFA
- Enveloppe IDA 16 (FY12-14): SDR 282.6 million (US$426.7 million équivalent) soit 213,35 milliards F CFA
- 21 projets (15 nationaux et 6 régionaux)
- 14 Dons (fonds fiduciaires) exécutés par le Gouvernement
- Plus de 943 millions dollars E.U engagés, soit 471,87 milliards F CFA
- Plus de 360 millions dollars E.U décaissés soit180 ,18milliards de F CFA au 14 juin 2012
- Décaissements cumulés : 38 % au 14 juin 2012

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE AU 14 juin 2012

Désignation	Nombre	Montant Engagement (en millions $ E.U)	Montant Décaissé cumulés (en millions $ E.U)	% Décaissé cumulés	Age moyen
Projets Nationaux	15	618.30	220.30	36%	3.5
Projets Régionaux	6	194.58	69.24	36%	3.8
Fonds Fiduciaires exécutés par le Gouvernement	14	130.87	70.82	54%	2.7
Total en millions $ E.U	35	943.75	360.36	38%	
Total en milliards de F CFA	35	471.87	180.18		

PROBLEMES – RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Cr 4579– Autoroute à péage Dakar Diamniadio :	
–Retard dans l'ouverture du Centre d'Enfouissement de Sindia et la fermeture de la décharge de Mbeubeuss qui font l'objet de clauses datées→activation du drapeau de risque 'Non respect de l'accord de financement '	–Donner la priorité à l'ouverture du CET de Sindia et en parallèle, étudier sous quelles conditions il serait possible de délier l'installation des PAPs à Tivaoune Peulh et la fermeture de la décharge de Mbeubeuss (amendement à l'accord de crédit)
–Retard dans le paiement de certaines compensations aux PAPs (indemnités complémentaires notamment)	–Accélérer les paiements aux PAPs concernées
–Retard dans le paiement de la subvention au concessionnaire et dans la régularisation de l'avenant 4	–Régulariser les arriérés vis à vis de SENAC SA

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE /SECTEUR

TRANSPORT SUITE

P087304– PROJET REGIONAL DE SECURITE ET DE SURETE DU TRANSPORT AERIEN EN AFRIQUE DE LL OUEST ET DU CENTRE

Objectifs de Développement : Améliorer le niveau de conformité de l'Autorité de l'Aviation Civile et des aéroports internationaux avec les normes de sécurité et de sureté de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale

Réalisation à ce jour :

La plus part des indicateurs de résultats sont en bonne voie en terme de realisation sauf l'Audit de sécurité OACI.

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Cloture	Age	DO	IP
IDA4538	7	3.77	3.45	02/25/09	08/11/09	12/31/12	3.4	MS	MS
	7	3.77	3.45						

PROBLEMES - RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Cr 4224 - Programme de renforcement et d'Equipement des Collectivités Locales -PRECOL	
-Retard des paiements des Fonds de Contreparties / Investissement du PRECOL (2.4 milliards)	- Procéder au paiement des fonds de contrepartie du PRECOL
- Non respect des engagements financiers des communes vis-à-vis de l'Agence de Développement Municipale	- Instruire les communes à respecter leurs engagements et demander aux Préfets l'émission d'arrêtés valant Mandat
-Signature du Décret d'Utilité Publique (DUP)	- Procéder à la signature du Décret d'Utilité Publique (DUP) et instruire le décret de cessibilité pour la prise de possession des emprises nécessaire aux projets routiers

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE /SECTEUR

DEVELOPPEMEMNT URBAIN

P101415 - PROJET D'AMELIORATION DU TRANSPORT ET DE LA MOBILITE URBAINE

Objectifs de développement :

- Amélioration de la gestion et de l'entretien des routes tant à l'échelle nationale que dans les zones urbaines
- Amélioration des transports collectifs dans la commune d'agglomération de Dakar

Réalisations :

-81,5 Km de routes réhabilités en 2011, plus 79 additionnels en 2012 contre 80 prévus (2014)
-38 milliards mobilisés pour le budget de l entretien routier contre 52 milliard attendus
- 4,95 % de routes en bon et moyen etat dans la zone du projet et 32.78 % additionnel (PERA) en 2012
- 898 minibus (2011) contre 1.300 prévus pour 2014
- augmentation du nombre de passagers transportés dans les réseaux DDD, PTB et minibus de 30% (2012) contre 50% (2014)

Nr crédit	Montant Engagement	Montant décaissé	Montant Restant à décaisser	Date Approbation	Date de mise en vigeur	Date de clôture	Age	DO	IP
IDA4737	55	5.75	49.42	06/01/10	12/29/10	09/30/14	2	S	MS
	55	5.75	49.42						

PROBLEMES – RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Accès aux Services Electriques Ruraux – ASER – Cr– 3981 - Retard sur la mise en œuvre du projet	- Evaluer la mise en œuvre du plan d'actions mi mars – juin 2012 élaboré afin d'améliorer le niveau d'exécution d'actions clés du projet; - Evaluer à la fin octobre 2012 les résultats de performances obtenus.

ENERGIE ET MINES (SUITE)

P120629– DEUXIEME PROJET DE GESTION DURABLE ET PARTICIPATIVE DES ENERGIES TRADITIONNELLES ET DE SUBSTITUTION

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT :
L'objectif de développement du projet est de contribuer à l'augmentation de manière durable de la disponibilité de combustibles domestiques diversifiés, ainsi que des revenus des communautés concernées, tout en préservant l'écosystème forestier et en tenant compte du genre. En atteignant cet objectif, le projet contribuera à l'atténuation des effets des changements climatiques dans les zones forestières du Sénégal

REALISATIONS :

-Finalisation du projet de code forestier, actuellement en cours de lecture au niveau des différents départements ministériels
-Disponibilité d'un draft de manuel de procédures des adjudications pour organiser de manière transparente l'accès aux ressources forestières (atelier de restitution en juillet 2012)
-Volume de bois énergie exploité á partir des zones aménagées est passé de (209.300 m^3 en décembre 2011 á 255 734 m^3 au 31 mai 2012 pour un objectif de 465 000 m^3 au 31 décembre 2012).
-Contributions à l'augmentation des revenus des communautés participantes (8, 428 milliards au 31 décembre 2011, à 9, 081 milliards au 31 mai 2012 sur un objectif de 8,370 milliards)
-Diagnostic MARP réalisés sur 648.000 ha contre 325.000 ha dans sept nouvelles régions pour l'aménagement participatif forestier.
-Adoption d'un schémas organisationnel des acteurs locaux avec un statut, un règlement intérieur et une reconnaissance juridique afin d'institutionnaliser les Comité Intervillageois de Gestion des Forêts, début d'installation en juillet 2012.
-Réduction de la déforestation dans les zones cibles du projet (3.195 ha réalisés sur 7.100 ciblés en 2012)
-Négociation cours avec SIGNAL ROUTE pour une semi industrialisation de la production et de la diffusion des foyers améliorés.
-Transmission au secrétariat exécutif un projet MDP en partenariat avec E & CO

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Clôture	Age	DO	IP
IDA4759	15	2.29	12.78	06/24/10	12/28/10	11/30/16	2	S	S
	15	2.29	12.78						

PROBLEMES - RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Programme Eau Potable et Assainissement du Millenaire PEPAM - Cr 4678	
- Améliorer la mise en oeuvre des composantes du projet tels que : les travaux d'hydraulique rurale et d'assainissement (urbain et rural)	-Accélerer la mise œuvre des travaux d'hydraulique rurale et d'assainissement (Urbain et rural)
-Non paiement des arriérés des facture d'eau de l'Etat	- Procéder d'urgence à la signature de la convention de compensation des dettes croisées (SDE, SONES, ONAS) pour apurer les arriérés de paiement des factures de l'Etat et assurer un équilibre financier de la SONES et de l'ONAS
-Réforme du sous secteur de l hydraulique rurale	- Finaliser le DAO pour le recrutement de l'Opérateur Privé de Maintenance de la zone centre

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE /SECTEUR

EAU ET ASSAINISSEMENT

P094916- PROJET DE GESTION INTEGREE DEAS RESSOURCES EN EAU - PGIRE

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : Renforcer l'intégration régionale à travers l'OMVS pour que le développement des usages multiples de l'eau favorise l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

REALISATIONS :
- 4 Etats membres impliqués dans les structures de prises de décisions (100% réalisation)

- 84% des enfants de moins de 5 ans dorment sous MILDA (moustiquaires) (100 % de réalisation)

- Réalisation du canal de Krankaye sur 9km au Sénégal et curage de la louleja en Mauritannie a permis de passer d'un débit de 15m3/s à un débit de 30m3/s (100% réalisation)

- 10.650 Bénéficiaires directs des périmétres irrigués contre 15.000 (soit 70% de réalisation)

- 11 coopératives féminines ont bénéficié de l'appui (aménagement, dotation en matériels et équipement) pour l'accés aux superficies irriguées en plus des 221 (cibles) (100% de réalisation)

-3 APS (Koukoutamba, Gourbassi) réalisés et validés , APS de Boureya en cours (67 % de réalisation)

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Clôture	Age	DO	IP
4184	30.08	25.04	7.26	06/08/06	03/14/07	03/31/13	6	S	S
	30.08	25.04	7.26						

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE / SECTEUR

AGRICULTURE SUITE

P094084- PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST - WAAPP 1

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : est de générer, de diffuser et d'accélérer l'adoption de nouvelles technologies améliorées dans les filières prioritaires des pays bénéficiaires du programme, qui sont en adéquation avec les domaines prioritaires de la sous région.

RÉALISATIONS :
-25.838 bénéficiaires directs / indirects du projet dont 25 % de femmes (réalisation à 52%)
- 10 Technologies mises au points par le Centre National de Spécialisation (cible = 8 , soit 125% de réalisation)
- 7 technologies mises au point augmentent le rendement d'au moins 40% (100% de réalisation)
- 33.904 ha de superficies emblavées avec les technologies améliorées diffusées par le projet (cible = 21.000 ha , soit 161% de réalisation)

P129565- PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST - WAAPP 2A

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : est d'étendre la génération , la diffusion et l'adoption des technologies améliorées dans les filières agricoles prioritaires des pays participants.

Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Cloture	Age	DO	IP
4288	15	13.01	2.69	03/29/07	03/21/08	12/31/12	5.3	S	S
5135	60	0	60	05/22/12	#	12/31/17	.1	#	#
TOTAL	75	13.01	62.69						

PROBLEMES - RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Projet Régional Ouest Africain de Productivité Agricole - WAAPP Cr 4288 - Non finalisation de certaines activités du projet tels que la construction du Centre Hébergement du CNS/CERAAS, la stratégie durable d'accès aux semences certifiées de céréales sèches (mil, sorgho, mais) et le projet de valorisation des céréales locales (planification).	- Elaborer un planning de toutes les activités à finaliser avant la clôture du projet y compris les études d'impact du projet et l'évaluation finale du projet.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE / SECTEUR

ENVIRONNEMEMNT

P122841 – GESTION DES EAUX PLUVIALES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUES

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : améliorer le drainage des eaux pluviales et la prévention des inondations dans les zones périurbaines de Dakar au profit des populations locale

REALISATION :
Projet non encore mis en vigueur

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Clôture	Age	DO	IP
5096	55.6	0	55.6	05/10/12	#	12/31/17	#	#	#
TOTAL	55.6	0	55.6						

PROBLEMES – RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Gestion des eaux pluviales et changement climatique – Cr 5096 -La signature des accords de crédit du projet doit intervenir au mois d'Aout 2012. - Le Démarrage des travaux de drainage avant l'hivernage 2013 (1er avril) risque d'être compromis si : a) les décrets de déclaration d'utilité publique et de céssibilité permettant de libérer les emprises des travaux de drainage ne sont pas signés respectivement au 20 aout et au 22 octobre 2012. b) la mise a disposition par le MEF des fonds d'indemnisation des populations dans le cadre du Plan Succint de Reinstallation (PSR) n'est pas effective au plus tard au 31decembre 2012. La somme de 500 millions de FCFA a été demandée au MEF pour les besoins d'indemnisation de la premiere année. c) Les délais de revue des documents de passation des marchés du cote de la DCMP et de la Banque ne sont pas respectés.	- Le Gouvernement (DCEF, ADM...) et la Banque doivent convenir d'une date pour procéder à la signature des accords de crédits du projet au cours du mois d'aout 2012. - Des correspondances et une planification des activités ont été transmise à la DGID et à la DCMP pour information et sensibilisation. Le planning transmis devra être respecté pour ne pas compromettre le démarrage effectif des travaux avant l'hivernage 2013.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE / SECTEUR

PECHES

GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES IDA 4545 , DON TF092062

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : est de responsabiliser les communautés locales dans la réduction de la pression de pêche sur les ressources halieutiques qui supportent les pêcheries de la côte centrale du Sénégal (depuis la Presqu'île du Cap Vert au Delta du Saloum)

REALISATIONS :

-8 sites pilotes et 8 CLP mis en place
-8 propositions de sous projets préparés, en cours de validation
-1 firme recrutée pour la mise en place d'outils de réhabilitation des écosystèmes cotiers
- 9 Sous projets de lutte contre la pauvrété réalisés dans les 4 sites pilotes

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Cloture	Age	DO	IP
4545	3.5	2.29	1.23	12/16/08	11/06/09	06/30/12	2.6	U	U
TF092062	6	2.12	3.87	06/12/09	11/06/09	06/30/12	3	U	U
TOTAL	9.5	4.41	5.1						

PROBLEMES - RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Gestion Durable des Ressources Halieutiques - Cr 4545 et Don 92062 -Problèmes de management de la COMO Pêche -Difficultés de mise en cohérence entre cogestion et réhabilitation des habitats -Non fonctionnalité des conseils locaux de Pêche artisanale - Performance du système de suivi évaluation : système non opérationnel -Dépenses inéligibles	-Compte tenu de la fermeture du projet , le PRAO sera restructuré pour la levée de ces contraintes et la poursuite des activités des composantes non achevées du GDRH. - Procéder au remboursements des dépenses inéligibles et récupérer les sommes versées au niveau du Crédit Mutuel du Sénégal.

PROJET PERFORMANT AU 14 JUIN 2012

Nom du projet	Montant Engagement (en millions $ EU	Notation OD	Notation IP
PROGEDE 2	15	S	S
Projet d'Appui aux Réformes des Finances Publics	15	S	S
Projet de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal	45	S	S
Education de Qualité pour Tous Phase 2	30	S	S
Projet gouvernance et financement de l'enseignement supérieur axés sur les résultats	101.3	S	S
Financement additionnel, projet nutrition II	10	HS	HS
Projet d'Amélioration du Transport et de la Mobilité Urbaine	55	S	MS
Programme d'Eau Potable et d'assainissement du Millénaire	55	S	S
Nutrition - NETS	10	HS	HS
OMVS - Félou Hydroélectrique	67.5	S	S
PGIRE	30.08	S	S
Projet de Prodcutivité agricole en Afrique de l'ouest	15	S	S
12 PROJETS SUR 21 SOIT 57% DU PORTEFEUILLE			

PROJETS A RISQUE / PROJETS POTENTIELLEMENT A RISQUES AU 14 juin 2012

Nr	Projet	Montant en Millions $ E.U	DO	IP	Nbre Risque	Retard de mise en vigueur	Suivi-Evaluation	Accord Legal	Retard de decaissement
P087304	Autoroute Dakar Diamniadio	105	MS	MS	2	1		1	
P108144	Gestion soutenable des peches	4.8	MS	MS	0				
P113801	Gouvernance Economique	8	MS	MS	0				
P084022	Projet de renforcement des collectivites locales	80	MS	MS	1				1
P108583	Projet Régional de Sécurité et de Sureté du Transport Aérien en Afrique de l'Ouest et du Centre	7	MS	MS	3		1	1	1

GESTION FINANCIERE DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE MONDIALE

REVUE CONJOINTE DU PORTEFEUILLE
DAKAR – SENEGAL
JUIN 2012

PLAN DE LA PRESENTATION

1. Rappel des éléments essentiels d'une gestion financière de qualité
2. Problèmes récurrents de gestion financière & Recommandations

2. PROBLEMES RECCURENTS & RECOMMANDATIONS

Synthèse

- Lenteur dans la mise en œuvre des recommandations des missions de supervision de l'IDA et d'audits externes
- Manque de réalisme dans la planification des activités et inefficacité du suivi de l'exécution des activités et du budget
- Faible taux de décaissement
- Difficultés de conserver l'équipe clé du des projets (instabilité du personnel)

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE /SECTEUR

EDUCATION

P123673 – Projet Gouvernance et Financement de l'Enseignement Supérieur axés sur les résultats

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : est de renforcer l'efficacité et la qualité du système d'enseignement supérieur ainsi que la supervision des établissements d'enseignement supérieur et leur obligation de rendre compte.

REALISATIONS :
- Élaboration de la nouvelle loi sur les finances pour la gestion des budgets des Instituts d'Enseignement Supérieur
- Elaboration et validation des contrats de performances sur la part du budget alloué
- la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur est établie
- 2 Institutions d'Enseignement Supérieur sont dotées de Conseil d'administration

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Clôture	Age	DO	IP
4945	101.3	2.55	94.40	05/26/11	12/13/11	06/30/16	1.1	S	S
Total	101.3	2.55	94.40						

PROBLEMES – RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATION S
Projet gouvernance et financement de l'enseignement supérieur axés sur les résultats , Cr – 4945	
– Retard dans l'adoption par le MEF et le MESRS du plan d' équilibre budgétaire des Universités pour permettre de commencer à décaisser les contrats De Performances	– Veiller à l'adoption du Plan d'équilibre des budgets des universités
–Dissolution de l'Agence de Construction des Bâtiments entrainant un arrêt du processus pour la réalisation des infrastructures dans les universités	– La prochaine mission de la Banque procédera à la révision d'un nouveau cadre institutionnel pour la gestion du programme;
–La DGES est encore inopérante. Les livrables pilotes par la structure sont en retard (audit des bourses, audit COUD et CROUS, études sur le réseau d' ISEP)	–S'assurer du recrutement d'un personnel qualifié dans la DGES pour conduire le programme agréé.
– Retard dans l' option des textes sur la Gouvernance : La Loi-cadre sur le fonctionnement des institutions de l'Enseignement Supérieur; décret de création de L' ANAQ, Décret sur le régime financier des universités	–Accélérer le processus d'adoption des textes sur la Gouvernance des universités

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE /SECTEUR

NUTRITION

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION II - NETS

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT : Réduire les impacts négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les enfants des ménages vulnérables dans un délai opportun et mettre à la disposition du gouvernement un mécanisme permettant de réduire les effets adverses des futurs chocs sur les populations vulnérables

REALISATIONS :
-Tous les indicateurs de résultats connaissent un trés bon taux de réalisation

Nr Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Clôture	Age	DO	IP
TF94372	8	7.98	.02	06/12/09	09/11/09	08/31/12	2	HS	HS
	8	7.98	.02						

PROBLEMES - RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Programme de Renforcements de la Nutrition Phase II - Nets Cr IDA 4245, IDA 5084, Dons 94372	
- Mobilisatation des fonds de contreparties	- Améliorer le suivi des bons d'engagement en ce qui concerne les fonds de contrepartie

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE /SECTEUR

DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE ET GOUVERNANCE

P122476 – PROJET DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE

OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT : est d'améliorer le fonctionnement du secteur de la Justice qui s'appliquent à l'amélioration de l'environnement des investissements.

REALISATIONS :
-le délai de traitement des affaires passe de 3 ans à 2 ans 17 jours
-Les nombre des cas étudiés par la CENTIF EST PASSÉ DE 12 À 17 en 2012
-Le pourcentage du nombre de cas respectant le code des marchés publics passe de 40 % à 44 % en 2012

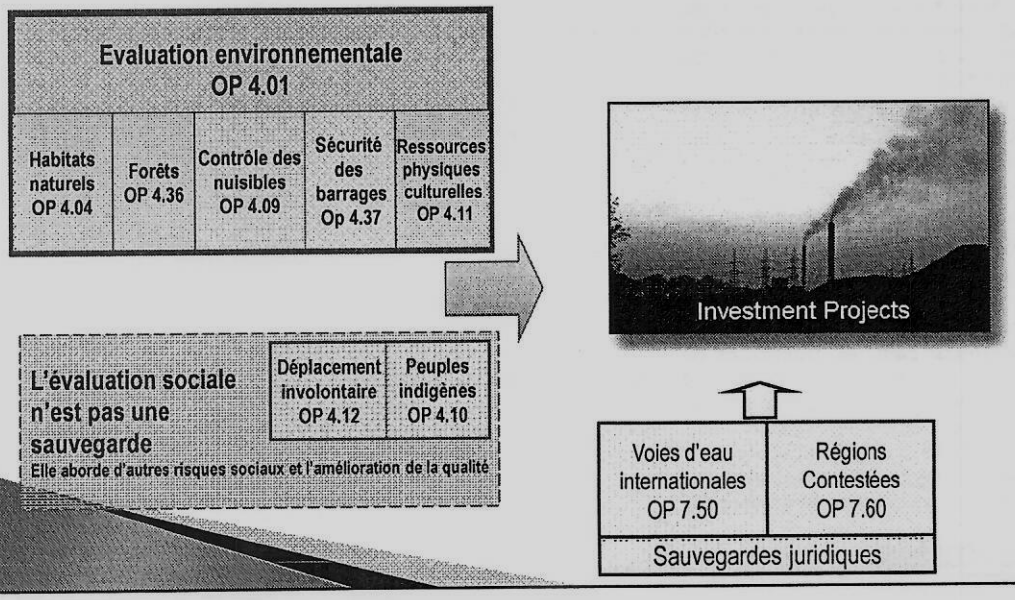
Crédit	Montant Crédit	Montant Décaissé	Montant à décaisser	Date d'Approbation	Date de mise en Vigueur	Date de Cloture	Age	DO	IP
4703	8	1.79	6.14	04/08/10	12/20/10	06/3015	2.2	MS	MS
	8	1.79	6.14						

PROBLEMES – RECOMMANDATIONS

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Projet Gouvernance Economique Cr -4703	
-Faiblesses techniques notées sur l'exécution du plan de travail 2011	-Tenue de réunions plus rapprochées avec le Comité Directeur du Projet pour prévenir tout facteur de blocage
-Appropriation timide du projet par les bénéficiaires	-Organisation de séances de travail ponctuelles avec les différents bénéficiaires et acteurs impliqués dans l'exécution des activités
- Non maitrise des procédures de la Banque mondiale par certains acteurs impliqués dans la mise en oeuvre des activités du projet	- Les problèmes identifiés feront l'objet d'un suivi rapproché

Nous vous remercions
pour
votre attention.

SUIVI- EVALUATION

PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
Manque de données de référence et de cibles dans les PAD et ISR	Développer et tenir à jour un plan de suivi évaluation avec des valeurs de référence, cibles et actuelles pour chaque indicateur du cadre de Résultat. Inclure les sources et décrire la méthode de collecte des données pour chaque indicateur du cadre de résultat
Les indicateurs de résultats ne couvrent pas tous les aspects de l'Objectif de Développement du Projet	Revoir les indicateurs de résultats afin de s'assurer qu'ils mesurent tous les aspects de l'ODP
Faiblesse sur la définition des objectifs de développement des projets : formulation non spécifique	Au cours de la revue à mi – parcours, réviser la formulation de l'ODP ainsi que des indicateurs de résultats du projet , si nécessaire (Restructuration)
Disponibilité des données actuelles sur le résultats	Concentrer les efforts sur la collecte de données sur les indicateurs démontrant la réalisation de l ODP.
Renforcement de capacités en suivi – évaluation	Formation du personnel des projet impliqués dans le suivi évaluation des projets

POLITIQUES DE SAUVEGARDE